

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE BESANÇON**

N°1801901

---

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Association des opposants à la carrière de Semondans

---

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

M. Xavier Faessel  
Juge des référés

---

Le juge des référés

Ordonnance du 27 novembre 2018

---

54-035-02-03-02  
C

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 31 octobre 2018, l'Association des opposants à la carrière de Semondans, représentée par son président, demande au juge des référés :

1°) d'ordonner, sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, la suspension de l'arrêté du 26 décembre 2017 du préfet du Doubs portant dérogation à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos des espèces protégées, jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur la légalité de cette décision ;

2°) de mettre à la charge de l'État une somme de 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

L'association soutient :

- que l'urgence tient à ce que des travaux viennent d'être entrepris sur le site, qui conduisent à une dégradation du milieu ;
- que l'article L. 411-2 du code de l'environnement a été méconnu ; que l'arrêté litigieux n'est pas convenablement motivé ;
- que la traçabilité documentaire n'est pas assurée ;
- que le public n'a pas été convenablement consulté ;
- que les solutions alternatives de moindre impact n'ont pas été effectivement recherchées ;
- qu'il n'existe aucune raison impérieuse d'intérêt public majeur pour fonder la décision ;
- que les populations ne seront pas maintenues dans un état de conservation favorable.

Par un mémoire en défense enregistré le 19 novembre 2018, le préfet du Doubs conclut au rejet de la requête.

Il soutient :

- que l'intérêt à agir de la requérante n'est pas établi en l'espèce ;
- qu'aucun doute sérieux ne pourra être retenu quant à la légalité de l'acte attaqué.

Par un mémoire enregistré le 19 novembre 2018, la société Maillard, représentée par la Scp Nicolaÿ, de Lanouvelle, Hannotin, avocats, conclut au rejet de la requête et à la condamnation de l'association requérante à lui payer la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient :

- que l'intérêt à agir de la requérante n'est pas établi ;
- que l'urgence ne pourra pas être reconnue dès lors que les travaux actuellement menés sont sans impact sur les espèces protégées ; qu'inversement l'interruption ou le retard des travaux d'exploitation porterait un préjudice grave à l'intérêt général ;
- qu'aucun doute sérieux n'affecte la légalité de la décision contestée.

Vu :

- les autres pièces du dossier ;
- la requête enregistrée le 25 juin 2018 sous le numéro 1801079 par laquelle l'Association des opposants à la carrière de Semondans demande l'annulation de l'arrêté attaqué.

Vu la note en délibéré, enregistrée le 21 novembre 2018, présentée pour l'Association des opposants à la carrière de Semondans.

Vu le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Au cours de l'audience publique tenue le 20 novembre 2018 en présence de Mme Chiappinelli, greffier d'audience, M. Faessel a lu son rapport et entendu :

- les observations de M. Schlatter, représentant l'Association des opposants à la carrière de Semondans ;
- les observations de MM. Terraz, Serree et Bartz, représentant le préfet du Doubs ;
- les observations de Me Nicolaÿ, représentant la société Maillard.

Considérant ce qui suit :

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

1. Aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...)* » et aux termes de l'article L. 522-1 dudit code : « *Le juge des référés statue au terme d'une procédure contradictoire écrite ou orale. Lorsqu'il lui est demandé de prononcer les mesures visées aux articles L. 521-1 et L. 521-2, de les modifier ou d'y mettre fin, il informe sans délai les parties de la date et de l'heure de l'audience publique. (...)* ». Enfin aux termes du

premier alinéa de l'article R. 522-1 dudit code : « *La requête visant au prononcé de mesures d'urgence doit (...) justifier de l'urgence de l'affaire.* ».

2. Il résulte de ces dispositions que la condition d'urgence à laquelle est subordonné le prononcé d'une mesure de suspension doit être regardée comme remplie lorsque la décision contestée préjudicie de manière suffisamment grave et immédiate à un intérêt public, à la situation du requérant ou aux intérêts qu'il entend défendre. Il appartient au juge des référés, saisi d'une demande tendant à la suspension d'une telle décision, d'apprécier concrètement, compte-tenu des justifications fournies par le requérant, si les effets de celle-ci sur la situation de ce dernier ou le cas échéant, des personnes concernées, sont de nature à caractériser une urgence justifiant que, sans attendre le jugement de la requête au fond, l'exécution de la décision soit suspendue.

3. Il résulte de l'instruction que les parcelles qui doivent accueillir à brève échéance l'activité extractive de la société Maillard, exploitant de la carrière de Semondans, ont fait l'objet d'un défrichement ancien, réalisé dès 2016, et d'un dessouchage, qui, à la date de la présente ordonnance, n'ont laissé en place qu'une simple couche de terre végétale sans utilité particulière pour les espèces protégées concernées par l'arrêté litigieux. Il s'ensuit que les travaux entrepris dans la période récente par la société Maillard sur lesdites parcelles sont sans incidence sur la protection desdites espèces. Par ailleurs l'Association des opposants à la carrière de Semondans ne fait pas état de travaux touchant les parcelles non encore défrichées du site. Dès lors, l'association requérante ne peut sérieusement se prévaloir d'une urgence à ce que soit suspendue l'exécution de l'arrêté litigieux du 26 décembre 2017 du préfet du Doubs portant, non pas autorisation d'entreprendre l'activité extractive, mais uniquement dérogation à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos des espèces protégées.

4. Il suit de ce qui précède que la requête présentée par l'Association des opposants à la carrière de Semondans doit être rejetée.

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

5. Ces dispositions font obstacle aux conclusions de l'Association des opposants à la carrière de Semondans dirigées contre l'Etat qui n'est pas, dans la présente instance de référé, la partie perdante. Dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de laisser à la charge de la société Maillard les frais qu'elle a exposés, non compris dans les dépens.

#### ORDONNE :

Article 1<sup>er</sup> : La requête de l'Association des opposants à la carrière de Semondans est rejetée.

Article 2 : Les conclusions de la société Maillard tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : La présente ordonnance sera notifiée à l'Association des opposants à la carrière de Semondans, à la société Maillard et au préfet du Doubs.

Fait à Besançon, le 27 novembre 2018.

Le juge des référés,

X. Faessel

La République mande et ordonne au préfet du Doubs, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,  
Un greffier